

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 1530

[C — 2003/29190]

27 FEVRIER 2003. — Décret instituant l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française à gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les Fonctionnaires généraux dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les Universités organisées par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *De l'institution de l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française à gestion séparée*

Article 1^{er}. L'Ecole d'Administration publique de la Communauté française créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française est organisée en service de la Communauté française à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Art. 2. L'article 51bis, alinéa 5, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est remplacé par le texte suivant :

« L'administrateur est élu par le conseil d'administration pour un mandat de 4 ans conformément aux règles fixées par le Gouvernement.

Les fonctions d'administrateur sont accessibles :

1° aux agents relevant du rôle linguistique français des services de l'Etat, des services des Gouvernements de Communauté ou de Région, des Collèges de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, ainsi qu'aux agents des personnes morales de droit public qui en dépendent, et titulaires d'un grade donnant accès à un rang de fonctionnaire général;

2° à tout titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau 2+, et pouvant se prévaloir d'une expérience utile dans le secteur public d'au moins cinq ans dans le niveau 1, dont au moins un an minimum exercé à un grade donnant accès à un rang de fonctionnaire général.

Cette expérience utile dans le secteur public doit avoir été acquise dans les services d'une institution dont le personnel est régi par un statut public;

3° aux membres du personnel académique et scientifique nommés à titre définitif des universités visées à l'article 1^{er}.

Tout candidat à une fonction d'administrateur doit également être titulaire du brevet de management visé à l'article 2, 5, de l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française. Les administrateurs en fonction dans un service public à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont réputés détenteurs du brevet. Des exceptions à cette obligation peuvent être fixées par le Gouvernement. »

Art. 3. L'article 51bis de la même loi est complété comme suit :

« Le Conseil d'administration de l'université ou du centre universitaire évalue l'administrateur tous les vingt-quatre mois selon les règles fixées par le Gouvernement.

Pour procéder à l'évaluation, le Conseil d'administration se fonde sur la lettre de mission et sur le plan opérationnel. Ceux-ci sont rédigés selon les règles arrêtées par le Gouvernement. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives du décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales*

Art. 4. Dans le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, chaque occurrence du mot « Exécutif » est remplacée par le mot « Gouvernement ».

Art. 5. A l'article 3, § 2, du même décret, le mot « nommés » est remplacé par le mot « désignés ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique de Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)*

Art. 6. L'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique de Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. Sous réserve de l'article 12, § 1^{er}, et à l'exception des fonctionnaires généraux qui sont désignés par le Gouvernement conformément aux règles qu'il arrête, le Bureau nomme le personnel de l'Entreprise publique dans les limites du cadre fixé par le Gouvernement et sur proposition du fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique. »

Art. 7. A l'article 12, § 1^{er}, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique de Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), le mot « nommé(e) » est remplacé par le mot « désigné(e) ».

Art. 8. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Le cadre et le statut du personnel, ses rémunérations et ses indemnités sont fixés par le Gouvernement. »

CHAPITRE V. — *Disposition modificative du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière*

Art. 9. L'article 45 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 45. Sous réserve de l'article 47 et, le cas échéant, à l'exception des fonctionnaires généraux qui sont désignés par le Gouvernement conformément aux règles qu'il arrête, le Bureau nomme le personnel de l'Institut dans les limites du cadre fixé par le Gouvernement et sur proposition du fonctionnaire dirigeant.

Le statut du personnel, ses rémunérations et ses indemnités sont fixés par le Gouvernement.

Le Bureau fixe les limites et les formes dans lesquelles il délègue certaines de ses attributions au fonctionnaire dirigeant. »

CHAPITRE VI. — *Disposition modificative du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »*

Art. 10. L'article 24, § 2, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » est remplacé par la disposition suivante :

« Le personnel est recruté, nommé, promu ou désigné conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement. »

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 11. Les différents chapitres du présent décret entrent en vigueur aux dates fixées par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président, chargé des relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 358-1. — Amendements de commission, n° 358-2. — Rapport, n° 358-3.

Compte rendus intégraux. — Discussion. Séance du 18 février 2003. — Adoption. Séance du 19 février 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1530

[C — 2003/29190]

27 FEBRUARI 2003. — Decreet tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer en tot diverse wijzigingen met het oog op de invoering van een mandatenstelsel voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de Universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting van een "Ecole d'Administration publique"*
(School voor overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer

Artikel 1. De School voor overheidsbestuur van de Franse Gemeenschap die is opgericht bij het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd ten dienste van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van de wet van 28 april 1953 houdende de organisatie van het universitair onderwijs door de Staat*

Art. 2. Artikel 51*bis*, vijfde lid, van de wet van 28 april 1953 houdende de organisatie van het universitair onderwijs door de Staat wordt vervangen door de volgende tekst :

« De bestuurder wordt gekozen door de raad van bestuur voor een mandaat van 4 jaar overeenkomstig de regels bepaald door de Regering.

De ambten van bestuurder staan open :

1° voor de ambtenaren van de Franse taalrol van de Rijksdiensten, van de diensten van de Gemeenschaps- of Gewestregeringen, van de Colleges van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie alsook voor de ambtenaren van publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk, en de houders van een graad die toegang verleent tot een rang van ambtenaar-generaal;

2° voor elke houder van een diploma dat toegang verleent tot een niveau 1 of niveau 2+ en die een relevante ervaring heeft in overheidsdienst van ten minste vijf jaar in het niveau 1, waarvan ten minste een jaar gepresteerd in een graad die toegang verleent tot een rang van ambtenaar-generaal.

Deze relevante ervaring in overheidsdienst moet verworven zijn binnen de diensten van een instelling wier personeel onderworpen is aan een overheidsstatuut;

3° voor de vast benoemde leden van het academisch en wetenschappelijk personeel van de universiteiten bedoeld in artikel 1.

Iedere kandidaat voor een ambt van bestuurder moet eveneens houder zijn van het managementbrevet bedoeld in artikel 2, 5, van het besluit van de Regering van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap. De bestuurders van een dienst die zetelen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht houder te zijn van het brevet. Uitzonderingen op deze verplichting kunnen door de Regering worden vastgelegd. »

Art. 3. Artikel 51*bis* van dezelfde wet wordt als volgt aangevuld :

« De Raad van bestuur van de universiteit of van het universitair centrum evalueert de bestuurder om de vierentwintig maanden volgens de regels bepaald door de Regering.

Bij de evaluatie baseert de Raad van Bestuur zich op de opdracht en op het operationeel plan. Deze worden opgesteld op grond van de regels die zijn bepaald door de Regering. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen aan het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-generaal voor de Internationale Betrekkingen*

Art. 4. In het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-generaal voor de Internationale Betrekkingen wordt ieder woord "Executieve" vervangen door het woord "Regering".

Art. 5. In artikel 3, § 2, van hetzelfde decreet wordt het woord "benoemd" vervangen door het woord "aangesteld".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen aan het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC)*

Art. 6. Artikel 11, § 1, eerste lid, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. Onder voorbehoud van artikel 12, § 1, en met uitzondering van de ambtenaren-generaal die zijn aangesteld door de Regering volgens de regels die zij bepaalt, benoemt het Bureau, op de voordracht van de leidend ambtenaar van het Overheidsbedrijf, het personeel van het Overheidsbedrijf binnen de perken van de personeelsformatie die is vastgelegd door de Regering. »

Art. 7. In artikel 12, § 1, van het het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) wordt het woord "benoemd" vervangen door het woord "aangesteld".

Art. 8. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. De personeelsformatie en het personeelsstatuut, hun bezoldigingen en vergoedingen worden vastgelegd door de Regering. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepaling aan het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 9. Artikel 45 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleiding tijdens de loopbaan wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 45. Onder voorbehoud van artikel 47 en, desgevallend, met uitzondering van de ambtenaren-generaal die zijn aangesteld door de Regering overeenkomstig de regels die zij bepaalt, benoemt het Bureau het personeel van het Instituut binnen de perken van de personeelsformatie vastgelegd door de Regering en op voorstel van de leidend ambtenaar.

Het personeelsstatuut, hun bezoldigingen en vergoedingen worden vastgelegd door de Regering.

Het Bureau legt de perken en de vormen vast binnen dewelke hij sommige van zijn bevoegdheden overdraagt aan de leidend ambtenaar. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepaling aan het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E." »*

Art. 10. Artikel 24, § 2, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het personeel wordt aangeworven, benoemd, bevorderd of aangesteld overeenkomstig de bepalingen die zijn vastgelegd door de Regering. »

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 11. De verschillende hoofdstukken van dit decreet treden in werking op de data die zijn vastgelegd door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 27 februari 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 358-1. — Commissieamendementen, nr. 358-2. — Verslag, nr. 358-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 18 februari 2003. — Aanneming. Vergadering van 19 februari 2003.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 1531

[C — 2003/29192]

27 FEVRIER 2003. — Décret portant des mesures transitoires en vue de la nomination de membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale titulaires d'une fonction de recrutement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er} a), c) et d) du décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale, et aux articles 30, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 40, 41, 45 et 46 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le Gouvernement de la Communauté française peut nommer, le 1^{er} juin 2003 au plus tard, des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française désignés à titre temporaire dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement de professeur ou de surveillant-éducateur pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

1° être belge ou être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement de la Communauté française;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° ne pas avoir fait l'objet, pour la fonction considérée, entre le 1^{er} septembre 2000 et le 1^{er} janvier 2002, d'un rapport défavorable de la part du chef d'établissement et de l'inspecteur compétent;